

LES FRÈRES MUSULMANS EN EGYPTE: OBSTACLES SUR LA VOIE DU POUVOIR

De nombreux observateurs s'attendent à ce que les Frères musulmans jouent un rôle politique central en Egypte après le retrait forcé de Moubarak. A l'approche des élections annoncées, le groupe se voit cependant confronté à des défis. Au niveau interne, l'organisation est menacée de fragmentation, plusieurs représentants éminents s'étant détachés d'elle. Au niveau externe, les Frères musulmans subissent la concurrence croissante des salafistes. La confrérie devrait malgré tout obtenir de bons résultats aux élections. Une politique pragmatique de dialogue et d'intégration semble judicieuse pour l'Occident.



Bientôt une responsabilité gouvernementale? D'éminents représentants des Frères musulmans à une conférence de presse, Le Caire, le 30.11.2010. REUTERS/Amr Dalsh

Avec la révolution de début 2011, l'Egypte s'est aventurée en terre inconnue. Pour la première fois de son histoire, un système véritablement démocratique semble à portée de main. Le pays est actuellement gouverné par le Conseil militaire supérieur composé de 20 militaires de haut rang. Des élections parlementaires et présidentielles sont fixées pour les prochains mois. La population égyptienne les attend avec un mélange de joie anticipée et d'appréhension.

Les Frères musulmans ressortent parmi les nombreuses forces politiques qui veulent gagner de l'influence politique durant cette phase turbulente. Depuis sa création en 1928, la confrérie s'efforce de propager dans la société un islamisme qui englobe

et dicte tous les aspects de la vie privée et publique. Elle y voit l'instrument adéquat pour parer aux influences occidentales négatives sur la politique et la culture de l'Egypte. Traditionnellement, la confrérie réclame l'édification d'un Etat islamique par le bas. L'islamisation pacifique d'une majorité de la société doit petit à petit mener automatiquement à ce but. Mais différents chefs se sont entre-temps partiellement distancés de cette idée et n'exigent plus qu'un Etat civil avec un cadre de référence islamique.

Les Frères musulmans sont fermement enracinés dans la société. Ils propagent leurs croyances par l'intermédiaire d'une structure très ramifiée de mosquées, d'organismes de bienfaisance et d'institutions

sociales. Leur message a influencé des mouvements islamiques dans le monde entier bien au-delà de l'Egypte. La confrérie représente aussi aujourd'hui un mouvement idéologique mondial.

Depuis la création de la confrérie, différentes factions ont sans cesse essayé d'imposer leurs objectifs par la violence, ce qui a entraîné à maintes reprises des confrontations avec l'Etat égyptien. Sous Gamal Abdel Nasser, les Frères musulmans ont été persécutés et presque éradiqués. A la fin des années 1960, des membres influents de la direction ont renoncé à une stratégie violente contre le régime et se sont plutôt concentrés sur la diffusion de leur message à la base sociale. Bien qu'officiellement interdits, les Frères musulmans ont trouvé par la suite un modus vivendi avec le gouvernement et ont participé à la vie politique et sociale de l'Egypte.

Des différences internes

Les Frères musulmans n'ont participé que tard et uniquement en marge aux protestations contre le régime Moubarak. Mais, alors que les activistes libéraux qui avaient mené le mouvement de protestation sont toujours fragmentés et n'ont pas pu convertir la dynamique révolutionnaire en force politique unifiée, la confrérie a rapidement gagné du terrain. Elle a créé en avril le «Parti pour la liberté et la justice» (PLJ) et c'est avec lui qu'elle participera pour la première fois ouvertement aux élections. Les sondages existants sont peu fiables, mais les observateurs partent du principe que la confrérie peut remporter beaucoup de voix en raison de son expé-

rience politique et de sa base large. Les experts tablent sur un pourcentage de voix d'environ 20–30 pour cent.

Il est vrai que la création du PLJ a aussi entraîné des tensions au sein de la confrérie. Quelques membres éminents sont allés à l'encontre de la consigne de la direction de ne pas adhérer à des partis autres que le PLJ et ont créé leurs propres mouvements politiques. Ibrahim al-Zafarani et Mohamed Habib ont par exemple créé le parti Al Nahda alors que des frères musulmans plus jeunes qui ont participé activement à la révolution ont créé Al-Tayyar Al-Masry et d'autres petits groupes. Abdel Moneim Aboul Fotouh, un autre membre de la direction, a même annoncé sa candidature à la présidence et engagé des activistes pour sa campagne.

La direction de la confrérie a réagi de façon inflexible et exclu tous les membres s'opposant à ses directives. Ces véhémentes querelles internes ont fait supposer un éventuel effondrement de la confrérie. La question de savoir si les dissidents l'ont quittée pour des raisons idéologiques ou parce qu'ils étaient insatisfaits de la bureaucratie interne a elle aussi fait l'objet de spéculations.

Mais la révolution a seulement fait éclater les différences qui couvent déjà depuis des années. Un problème central de la confrérie égyptienne est le conflit générationnel. Le groupe est dominé par une direction vieillissante surtout composée de survivants des persécutions subies pendant l'ère Nasser. Les processus de décision internes ne sont pas transparents. La direction est disputée par des représentants de la génération des quarante à cinquante ans qui luttent pour avancer dans l'organisation. Il y a encore, finalement, les membres âgés de 20 à 30 ans qui ont pris part à la révolution.

Il est indéniable qu'il existe des différences idéologiques entre la direction qui vieillit et les jeunes générations. Mais ce sont toutefois les querelles autour de la direction et de la gestion de la confrérie qui sont au cœur du conflit. Les jeunes activistes ambitieux sont de plus en plus frustrés par le fait que leur ascension au sein de l'organisation dépend des agissements peu transparents d'une direction vieillissante.

Une importance limitée

Il est déplacé, voire prématuré, d'interpréter l'éclosion des différences internes



comme une rébellion fondamentale des jeunes entraînant un effondrement de la confrérie, et ce pour trois raisons. Premièrement, les nouvelles forces politiques créées par d'anciens membres ont peu de chances de rencontrer une grande approbation dans l'électorat égyptien. La plupart d'entre elles sont pratiquement inconnues du grand public. Elles ne disposent en outre pas des ressources financières et en personnel importantes dont dispose la confrérie. Les programmes de ces partis se composent surtout de platitudes et ne se distinguent donc guère du programme lui aussi vague du PLJ. Il est improbable que les électeurs islamistes ou religieusement conservateurs préfèrent ces nouveaux groupes à une organisation établie comme la confrérie.

Deuxièmement, des réflexions d'ordre personnel empêchent de nombreux activistes d'articuler distinctement leur insatisfaction et d'en tirer les conséquences. Pour beaucoup de ses membres, la confrérie n'est pas un simple mouvement politique mais une composante centrale de leur vie. Leurs familles font souvent déjà partie de la confrérie. Les nouveaux membres suivent cinq à huit ans de formation avant d'être officiellement acceptés; ils se marient au sein du groupe, obtiennent un travail grâce aux contacts de la confrérie et passent leur temps libre dans des petits groupes d'apprentissage locaux de l'organisation. C'est la raison pour laquelle de nombreux membres expriment leur critique avec une extrême prudence dans des comités internes pour ne pas risquer d'être exclus de la confrérie.

Troisièmement, la confrérie s'efforce de garantir davantage de transparence au ni-

veau interne. La tête de la direction argue certes que c'est justement la structure hiérarchique et secrète critiquée maintenant qui a permis au groupe de surmonter 60 ans de répression. L'ancien régime a été renversé il y a quelques mois seulement et la confrérie est encore et toujours formellement une organisation clandestine. Personne ne peut prédire comment la situation politique va évoluer à l'avenir. De l'avis de membres de haut rang, il est injustifié d'exiger que la confrérie dissolve cette structure et de s'attendre à ce qu'elle fonctionne comme un parti politique normal dans une démocratie établie. Un débat interne sur l'organisation et la gestion de la confrérie s'amorce toutefois. Il n'avance certes que lentement et dépend des développements politiques en Égypte mais contribue vraisemblablement à apaiser les tensions internes.

Un autre point de vue revêt une importance centrale. Des rivalités personnelles et des différences idéologiques ont caractérisé la confrérie depuis ses balbutiements. Mais pour ce qui est des thèmes centraux, comme par exemple la représentation d'une société idéale, les différences intrinsèques sont moindres. La confrérie est en premier lieu une école de pensée qui offre à ses membres un cadre de référence commun. Les différentes factions internes auront, à long terme, tendance à mettre de côté leurs différences personnelles et idéologiques quand il s'agit de prendre des décisions de fond importantes. S'ils siègent un jour au parlement, que ce soit ensemble sous la bannière du PLJ ou séparément comme représentants de partis concurrents, les représentants des Frères musulmans démontreront leur unité pour ce qui est des thèmes primordiaux.

Concurrence externe et stratégies électorales

Depuis la chute de Moubarak, la confrérie se voit confrontée à un délicat exercice d'équilibriste vis-à-vis d'autres groupes. Elle s'est arrangée avec l'armée avec un succès dans l'ensemble étonnant même si elle a récemment vivement critiqué le Conseil militaire supérieur au sujet des règles électorales et menacé de boycotter les élections. La relation avec un groupe qui partage les racines idéologiques de la confrérie, les salafistes, s'avère plus difficile que prévu. Il s'agit d'un mouvement fondamentaliste ultraconservateur qui a gagné une influence considérable au cours des vingt dernières années: d'une part grâce à des dons des Etats du Golfe perse, d'autre part par le soutien indirect du régime Moubarak qui a utilisé le mouvement pour faire contrepoids aux Frères musulmans.

Le mouvement n'est pas structuré de manière aussi uniforme et hiérarchique que la confrérie. C'est plutôt un ramassis des groupes les plus divers fragmentés du point de vue doctrinaire. Quelques salafistes ont, après la chute de Moubarak, attiré l'attention sur eux par des attentats spectaculaires. Leur intérêt subit pour le processus politique est cependant plus remarquable. Par le passé, les salafistes avaient reproché à maintes reprises aux Frères musulmans, malgré de nombreuses similitudes théologiques, de sacrifier leurs principes en faveur d'une participation politique. Après la révolution, la plupart des salafistes ont eux aussi participé à des activités politiques telles que des créations de partis ou l'organisation de manifestations. Il est impossible de prédire la taille du mouvement en Egypte et quels résultats les partis salafistes obtiendraient aux élections. Il est vrai que les salafistes ne sont pas aussi bien organisés et aussi expérimentés sur le plan politique que la confrérie, mais leur élan politique a surpris beaucoup d'observateurs – y compris les Frères musulmans.

La relation des Frères musulmans avec les salafistes est ambivalente. Leur essor a d'une part des conséquences positives: la présence d'un mouvement radical et occasionnellement violent permet à la confrérie de se démarquer et d'apparaître vis-à-vis des électeurs et des observateurs internationaux en tant que représentants modérés et rationnels de l'Islam. La confrérie a en outre compté initialement sur le fait que les salafistes voteraient soit

directement pour le PLJ, soit qu'une éventuelle représentation salafiste au parlement soutiendrait fidèlement les positions du PLJ.

Mais la confrérie perçoit aussi graduellement, d'autre part, la croissance inattendue du mouvement salafiste comme une menace. Alors que les Frères musulmans doivent peser soigneusement chacune de leurs paroles pour ne brusquer ni l'armée ni les électeurs égyptiens modérés ni les observateurs internationaux, les salafistes défendent leurs vues sans compromis au moyen de formules prenantes comme «justice sociale» ou «Etat islamique». Les stratèges électoraux de la confrérie craignent que les salafistes ne paraissent plus islamistes qu'elle et ne mettent de leur côté des parts importantes de l'électorat par leur piété démonstrative et leurs messages accrocheurs.

Cela met la confrérie devant un dilemme: doit-elle rivaliser avec l'attitude intransigeante des salafistes pour gagner les bonnes grâces de l'électorat conservateur ou doit-elle se donner l'image d'une force moderne d'orientation démocratique? Les Frères musulmans essaieront probablement les deux stratégies – avec des perspectives de succès incertaines. Ce n'est en effet qu'une des nombreuses zones de tension auxquelles est confrontée la confrérie. Face à l'avenir, elle a aussi intérêt à éviter un scénario similaire à celui de Gaza. Le Hamas a effectivement été, après sa victoire aux élections de 2006, ostracisé par la plupart des puissances occidentales. La confrérie est consciente qu'elle doit – au cas où elle arrive au pouvoir – tenir compte des implications potentielles dans la réalisation de son agenda islamique.

Le Parti pour la justice et le développement (AKP) turc, qui dispose lui aussi d'antécédents islamiques, sert d'exemple à la confrérie. Ces antécédents marquent la politique de l'AKP depuis que le parti est arrivé au pouvoir en 2002. Les relations de l'AKP avec l'armée turque et avec l'Occident sont tendues mais solides et le parti gouvernemental est bien en place. Malgré les nombreuses différences sociales et politiques entre l'Egypte et la Turquie, les Frères musulmans veulent profiter des expériences de l'AKP. La politique économique réussie de l'AKP intéresse particulièrement les Frères musulmans car ils

savent parfaitement que la reconstruction de l'économie égyptienne revêtira la plus extrême priorité dans un avenir proche.

Un scénario possible est que les Frères musulmans opteront d'abord pour un rôle moins prépondérant dans un futur gouvernement égyptien de manière à éviter une pression extérieure négative. Même si ces hypothèses s'avèrent être plus qu'une spéculation après les élections, la confrérie pourrait décider d'éviter délibérément la présidence et des postes clés comme le ministère de l'Economie ou celui des Affaires étrangères. Ses priorités se situeraient dans ce cas plutôt dans des domaines comme l'éducation ou les affaires sociales. L'objectif primordial de la confrérie est par tradition l'islamisation de la société, la politique étant secondaire par rapport à la *Da'wa* (prêcher l'Islam). Pour une force expérimentée et calculatrice sur le plan politique comme les Frères musulmans, se concentrer d'abord sur des mesures sociales moins spectaculaires pourrait par conséquent s'avérer être une stratégie prometteuse pour éviter une attention négative et préparer soigneusement la réalisation de sa vision.

Options pour l'Occident

La situation en Egypte est trop instable et chaotique pour établir des pronostics fiables même pour les mois à venir. Personne ne sait exactement où la première expérience de véritable démocratie mènera l'Egypte. On pourrait arguer que la politique occidentale devrait d'abord patienter dans ce climat d'incertitude. Mais la ministre des Affaires étrangères américaine, Hillary Clinton, a annoncé en juin 2011 la prise de contacts limités avec la confrérie. L'Union européenne suit déjà depuis longtemps une politique similaire. Un dialogue prudent semble être une manière pragmatique de traiter un groupe qui jouera probablement un grand rôle dans l'Egypte future. Il en va de même pour les autres mouvements islamiques non violents dans les pays de la région.

Mais il faut baisser les attentes. Il y a de bonnes raisons pour éprouver une certaine dose de scepticisme à l'égard de la confrérie. Mohammed Akef, l'ancien dirigeant de la confrérie, a par exemple déclaré en juin 2011 que le PLJ n'exprimait que le programme provisoire de la confrérie et que le programme complet ne

Le Parti pour la justice et le développement (AKP) turc sert d'exemple à la confrérie.

serait révélé que si la confrérie détenait le pouvoir complet et occupait aussi la présidence. Les membres de la confrérie au fait des médias ont certes rejeté ces paroles comme non représentatives, mais celles-ci ont attisé la méfiance de beaucoup d'observateurs.

La position de la confrérie par rapport à des thèmes comme les droits des femmes et des minorités religieuses reste peu claire. Sa vue des thèmes de politique étrangère est encore plus inquiétante, plus spécialement celle de sa relation avec Israël et du traité de paix égypto-israélien. L'animosité vis-à-vis d'Israël s'est accentuée chez pratiquement toutes les forces politiques pendant l'ère post-Moubarak et est partagée par une grande partie de la population égyptienne. La confrérie fait de sa position anti-israélienne un pilier de sa vision du monde. Elle cultive des relations étroites avec le Hamas, l'aile palestinienne du mouvement. Etant donné la détérioration des relations entre Israël et l'Égypte, les décideurs occidentaux ont tout lieu de s'inquiéter quant à un gouvernement éventuellement dominé par la confrérie.

Les nombreuses incertitudes en ce qui concerne les positions et les intentions des Frères musulmans semblent justifier une certaine retenue de la part de l'Occident. Une politique d'exclusion et des sanctions pourraient cependant s'avérer contre-productives. Une politique prudente de dialogue et d'intégration basée sur des connaissances solides de l'idéologie, de la structure interne et de la méthode de travail des Frères musulmans semble être actuellement l'option la plus recommandable pour les responsables occidentaux.

I Editeur responsable:
Daniel Trachsler
analysen@sipo.gess.ethz.ch

I Expert ayant contribué à cette analyse:
Lorenzo Vidino
vidino@sipo.gess.ethz.ch

I Commande d'analyses et abonnement:
www.ssn.ethz.ch

Parus précédemment



- N° 100: La Libye après Kadhafi: transition politique et options occidentales
- N° 99: Une Europe fragmentée dans un Congo instable
- N° 98: Al-Qaïda après les bouleversements arabes et la mort de Ben Laden
- N° 97: Le Pakistan après Ben Laden: un constat
- N° 96: Politique extérieure de l'UE: nouvelles structures, anciennes faiblesses
- N° 95: Caucase du Nord: instabilité croissante dans le sud de la Russie
- N° 94: Conflit au Proche-Orient: nouveau contexte, nouvelle dynamique
- N° 93: Le Brésil: puissance économique à se profiler en politique étrangère
- N° 92: La lutte pour les avions de combat: gagnants et perdants
- N° 91: Opération militaire en Libye: l'OTAN prise dans un dilemme
- N° 90: Sécurité humaine: genèse, débats, tendances
- N° 89: Désarmement nucléaire: une voie semée d'embûches
- N° 88: Le progrès biotechnologique: un défi sécuritaire
- N° 87: Gestion civile des crises de l'UE: un bilan intermédiaire
- N° 86: L'OTAN et la défense antimissile: chances et questions en suspens
- N° 85: Le sommet de l'OTAN: résolutions ambitieuses, réalisations incertaines
- N° 84: La Force africaine en attente
- N° 83: Sanctions économiques: arme miracle ou échec?
- N° 82: Les services de renseignement contraints à la réforme
- N° 81: Politique européenne de la Suisse: où conduit la voie bilatérale?
- N° 80: Privatisation de la sécurité: limites de l'externalisation militaire
- N° 79: Démocratisation après les conflits: pièges de l'influence extérieure
- N° 78: Drones: applications militaires et débats politiques
- N° 77: Affaire libyenne: bilan de la gestion de la crise par la Suisse
- N° 76: Sécurité énergétique: les marchés du gaz naturel en mutation
- N° 75: Le service militaire obligatoire en comparaison européenne
- N° 74: Politique nucléaire américaine: un changement modéré
- N° 73: L'Inde: une puissance émergente placée devant de grands défis
- N° 72: Réforme du Conseil de sécurité: un noeud gordien?
- N° 71: Cyberguerre: concept, état d'avancement et limites
- N° 70: Le Yémen: lutte difficile contre le terrorisme
- N° 69: La politique énergétique de l'UE face à de grands défis
- N° 68: Finlande: gestion de crises et défense territoriale
- N° 67: Engagements de l'armée à l'étranger: bilan et options
- N° 66: L'Organisation de coopération de Shanghai: signification pour l'occident
- N° 65: La crise du TNP: avant la conférence d'examen de 2010
- N° 64: Politique de défense britannique: pression réformiste
- N° 63: Promotion civile de la paix: potentiel et limites
- N° 62: Communication du risque: utilité pour la politique de sécurité
- N° 61: Politique extérieure de la Suisse 2009: Etat des lieux
- N° 60: La résilience: un concept pour la gestion des catastrophes et crises
- N° 59: Iran: Crise interne et marge de manoeuvre des états occidentaux
- N° 58: Prix du pétrole et géopolitique: les gagnants et les perdants
- N° 57: Le nucléaire gagne du terrain: le risque de prolifération
- N° 56: Le voisinage oriental de l'Europe entre influence russe et ancrage à l'Ouest
- N° 55: Opération Atalante: piraterie et politique de sécurité de la Suisse
- N° 54: Alliance de contradictions: l'OTAN après le sommet anniversaire
- N° 53: Désarmement atomique: l'Amérique et la Russie reprennent les négociations
- N° 52: Prospective stratégique: anticipation et capacité d'agir
- N° 51: Afghanistan: nouvelle stratégie et nombreuses questions
- N° 50: Rapport sur la politique de sécurité: points cruciaux et débats
- N° 49: Le conflit au Proche-Orient après la guerre de Gaza
- N° 48: Lutte antiterrorisme: bilan intermédiaire
- N° 47: Pakistan: partenaire de sécurité et foyer de crise
- N° 46: Livre blanc: nouvelle stratégie de sécurité nationale de la France
- N° 45: L'importance croissante des acteurs civils dans les conflits violents
- N° 44: Politique étrangère suisse: nouvelles orientations
- N° 43: Le conflit nucléaire iranien: état d'avancement et options